"Casse des métiers, contrôle social, marchandisation... Résistance !"

GREVE GENERALE DU TRAVAIL SOCIAL

La commission mobilisation du travail social Ile de France appelle l'ensemble des actrices et acteurs du travail social exerçant dans le privé ou le public à la grève et à l'action dans les rues de Paris le mercredi 14 février 2018.

Des mobilisations dispersées

Après les mobilisations récentes à Angers, Marseille, Metz, Paris, Nice, Toulouse, Nancy, Valence… l'heure de la convergence de tous les secteurs sociaux et des publics accompagnés s'impose comme une évidence et une nécessité. Il est temps de nous mettre toutes et tous en mouvement au même moment et au même endroit pour amplifier la lutte et stopper les attaques en cours!

Le patronat résolument En Marche entend remodeler de manière radicale l'action sociale. Sous la houlette de Chritophe Itier, haut-commissaire à l'Economie sociale et solidaire, un *social business act* est annoncé pour ce début d'année avec comme objectif affiché la multiplication des partenariats public/privé, le changement d'échelle des structures et la généralisation des *social impact bond* permettant au monde de la finance de faire du profit sur le dos de l'exclusion sociale, du handicap ou de la protection de l'enfance.

Des attaques multiples et coordonnées

Dans l'associatif, la suppression de l'opposabilité des conventions collectives aux financeurs, associée à la loi travail XXL signe la fin de tous nos acquis sociaux. Boites après boites, l'asphyxie financière orchestrée par l'Etat et la concurrence vont se traduire par une multiplication d'accords visant à supprimer les congés trimestriels, les primes de départ à la retraite ou à modifier le temps de travail… En bout de course, des conditions de travail et d'accompagnement indignes.

Dans le public, les réorganisations permanentes, la mise en place de management par les chiffres et le manque de moyens fragilisent les équipes et dégradent les conditions de travail. Résultat : de plus en plus de collègues en burn out... et des arrêts maladies désormais sanctionnés par le rétablissement du jour de carence.

Pour enfoncer le clou, la réforme des métiers va prochainement entrer en vigueur. En niant les spécificités professionnelles, la standardisation va aseptiser nos pratiques professionnelles. Pour les étudiant·e·s, la précarité liée aux difficultés de faire financer ses études par Pôle Emploi et à la raréfaction des stages est déjà grande.

Du coté des personnes supposées être accompagnées, les attaques à leur encontre sont violentes. Dernière innovation en date : la traque des personnes sans papiers dans les hébergements d'urgence, hôtels, hôpitaux psychiatriques avec la circulaire Collomb du 12 décembre 2017. A venir également : le renfort des contrôles et sanctions à l'égard des personnes privées d'emploi assimilées à des fainéant-es avec la réforme de l'assurance chômage. Une partie de la jeunesse, enfin, est littéralement abandonnée et criminalisée.

Après une mascarade de dialogue social, une commission nationale "paritaire" se réunit le 14 février 2018 : une énième réunion destinée, en l'absence des principales personnes concernées, à cautionner le démantèlement du secteur. Faisons entendre notre colère et notre détermination face à cette casse programmée de nos métiers !

PROTECTION DE L'ENFANCE, IME, PJJ, HEBERGEMENT, INSERTION, SERVICES SOCIAUX, ETUDIANT-ES...

MERCREDI 14 FEVRIER

MANIFESTATION - 12H - METRO ST JACQUES

RASSEMBLEMENT - 10H - DEVANT NEXEM - METRO ST JACQUES

ASSEMBLEE GENERALE - 17H30 - BOURSE DU TRAVAIL DE PARIS - SALLE CROIZAT (3 rue du Château d'Eau)

Commission Mobilisation du Travail Social IDF